

**Rapport d’Evaluation Rapide Multisectorielle effectuée en groupement Rugari et
Kisigari, chefferie de Bwisha, territoire de Rutshuru.
Du 8 au 13 juin 2022**

TABLE DES MATIERES

RESUME DU RAPPORT	1
INTRODUCTION	3
PRESENTATION DE LA ZONE D’EVALUATION	4
SITUATION DE PROTECTION	6
BESOINS PRELIMINAIRES MULTISECORIELS.....	8
ANALYSE « NE PAS NUIRE »	9
SUGGESTIONS D’ACTIONS.....	10

RESUME DU RAPPORT

Période d’évaluation	Du 8 au 13 juin 2022
Zone d’évaluation	Zone de santé de Rutshuru, groupement Rugari (Nyamagana, Nteranya, Kingarame, Machazo, Rwaza et Kakomero). Zone de santé de Rwanguba, groupement Kisigari (Kabaya, Buvunga, Kalengera, Katale, Biruma et Rubare).
Mouvements de populations	Environs 1795 ménages de PDI sont encore dans les zones de déplacements à Kisigari centre, Rumangabo, Biruma, Katale et Rubare. 8364 ménages sont des retournés à Kabaya, Rumangabo, etc. Ces retournés étaient en déplacement à Kalengera, Rubare, Biruma, Buvunga, Rumangabo Monument. Les déplacements des populations dans les zones de Kisigari et Rugari sont de caractère cyclique.
Accessibilité Physique	Les zones de Kisigari et Rugari sont physiquement accessibles car elles se trouvent sur la route nationale n° 2 sur l’axe Goma-Rutshuru.
Situation sécuritaire	Deux acteurs armés mènent des activités dans les groupements Kisigari et Rugari. Les acteurs humanitaires ne sont pas la cible des menaces de ces acteurs armés. Ceux-ci sont présents aux environs des agglomérations évaluées dans le parc national de Virunga. Les membres de ces groupes fréquentent clandestinement ces zones. La présence des présumés M23 est toujours signalée à Bikenge ¹ . Cette présence détériore la situation sécuritaire dans les zones d’évaluation. Ces zones courent le risque d’attaques des présumés du M23. Il y a renforcement de la PNC et des FARDC dans toutes ces agglomérations à la suite des attaques des FARDC par les présumés M23.

¹ Groupement Kisigari.

Menaces	Les extorsions sont les violations les plus fréquemment commises contre les civils à Kisigari et Rugari. Les principaux auteurs sont les acteurs armés non étatiques.
VGB	Les zones d'évaluation notamment, les aires de santé Rugari, Kakomero, Biruma et Kabaya, connaissent des défis relatifs à la faible dénonciation des cas par les survivantes et à de faibles fréquentations dans les structures sanitaires. Cela est dû non seulement à la crainte des représailles par les auteurs (membres des groupes armés) mais aussi, pour les femmes, par la crainte d'être parfois répudiées par leurs maris. Les présumés auteurs de la plupart des cas sont des membres des groupes armés actifs dans la zone. On note un défi dans la prise en charge holistique des survivantes (absence/manque de prise en charge psychosociale, juridique et réinsertion socioéconomique). La connaissance sur les VGB par les survivantes est faible. À part l'approvisionnement en kits PEP par les bureaux des zones de santé de Rutshuru et Rwanguba, aucun acteur ne s'est positionné pour la prise en charge depuis la crise M23.
Protection de l'enfant	La crise M23 affecte les enfants dans les Kisigari et Rugari. Un obus est tombé dans la cour de l'Institut Biruma à Rugari le 10 juin. Deux enfants ont été touchés et sont décédés sur le coup. Lors de déplacements à répétition, 11 enfants en besoin de protection ont été accueillis. Il s'agit de 4 ENA dont une fille, 7 ES dont 5 filles. Ces enfants ont bénéficié de l'accompagnement de l'organisation UPEDECO et ont été réunifiés avec leur proche par cette organisation.
Cohabitation pacifique	Les vols de vivres sont devenus des stratégies courantes pour la survie de certains PDI dans les zones de Kisigari et Rugari. Cette situation risque de détériorer la cohabitation entre les PDI et les communautés d'accueil si le séjour dans les zones de déplacement perdure.
LAM	Dans le groupement Kisigari (à Kabaya), on observe une prolifération des restes explosifs de guerres (REG) depuis les affrontements dans ces zones. 4 personnes ont été tuées par ces REGs à Rwsa et Katala. On note la présence d'autres engins explosifs dans la même zone. Deux engins explosifs de guerre ont été signalés à Kabaya ² à quelques centaines de mètres du centre de santé de Kabaya. Un autre REG a été signalé à quelques 50 mètres du bureau de chef de groupement de Kisigari et deux autres engins dans le terrain de l'EP Camp FAC. D'autres REGs seraient signalés sur le tronçon Kabaya-Gatera-Katala/groupement Kisigari. Notons que les militaires FARDC, ont placé des signalisations à ces endroits.
Abris	255 ménages restent encore dans les salles de classe de l'école primaire PNVi à Rumangabo. Pour désengorger ces salles, un besoin d'une construction d'un hangar est exprimé.
AME	La majorité des déplacés sont dans des familles d'accueils. Plusieurs biens avaient été pillés lors des affrontements. Les populations expriment des besoins en AMES. 374 ménages de l'agglomération Kabaya, avaient été dépouillés de leurs biens par les présumés M23 lors des affrontements du 27 mai à Rumangabo. Ces ménages expriment aussi des besoins en AMEs.
Santé et nutrition	La crise M23 a affecté aussi le secteur santé. Les zones évaluées comptent quatre structures sanitaires, notamment C.S Kakomero, C.S.R de Rugari (à Rugari) et C.S de Biruma et C.S de Kabaya. Les soins sont payants dans ces aires de santé. Depuis la crise M23, le taux de recouvrement a baissé dans les structures de Kisigari et

² Village situé à environ 39 km au sud-est de Rutshuru centre, localité Kabaya, groupement Kisigari, chefferie de Bwisha dans la zone de santé de Rwanguba.

	<p>Rugari. On note des malades qui partent sans pouvoir payer après les soins reçus. Les structures sanitaires expriment des besoins d'appui en médicaments.</p> <p>Les cas de malnutrition sont fréquents dans ces structures. CARITAS/PAM approvisionne les C.S. Rugari et Kakomero en CSB. ULB appuie ces deux structures en intrants pour UNTA. Les autres structures, notamment C.S Kabaya et Biruma, ne sont pas appuyées.</p>
Sécurité alimentaire	<p>Les retournées et les PDIs accèdent difficilement à la nourriture. Pour leur survie, plusieurs retournées, surtout les femmes, pratiquent le commerce du charbon. Elles s'approvisionnent en charbon dans les zones occupées par les groupes armés dans le parc national de Virunga. Ces femmes courent le risque d'agressions sexuelles.</p> <p>Le groupement Kisigari est en période de récoltes. 109 champs de retournés ont été exploités par les acteurs armés (présumés M23). 69 vaches ont été emportées par les mêmes acteurs après les affrontements de Rumangabo du 27 mai. Ces ménages victimes de ces événements ont des difficultés d'accès aux vivres.</p>
Education	<p>Certaines écoles dans les zones de déplacement ont été occupées par les déplacés : il s'agit de l'E.P Kitarama de Kalengera, EP de Kabisoko de Rugari centre et Institut Mahano de Rugari. Un nombre important de pupitres et autres matériels scolaires ont été détruits par ces déplacés dans ces établissements. Les tirs des obus lors des affrontements ont détruit l'institut Kanyagongo à Katala. 2 écoles dans la localité Kanombe ont été endommagées par les obus.</p>

I. INTRODUCTION

1.1 Justification de la mission et objectifs

Les positions des FARDC ont été attaquées périodiquement par les présumés éléments du M23 notamment à Chanzu, Ndiza, Runyonyi, en groupement Jomba, depuis le 28 mars. Ces affrontements s'étaient intensifiés dans les groupements voisins, notamment Kisigari, Rugari, en territoire de Rutshuru, et Kibumba et Buhumba, en territoire de Nyiragongo. Depuis le 28 mars, on enregistre plus de 11 affrontements dans ces groupements. Ces affrontements à répétition ont provoqué des mouvements cycliques de populations et augmentent la vulnérabilité de ces dernières.

Selon les autorités locales du groupement de Rugari, plusieurs villages de l'aire de santé de Kakomero³ se sont vidés de leur population estimée à 8 000 habitants en raison des affrontements du 25 au 28 mai. Cette population avait fui en direction de Rugari centre.

En raison d'une accalmie apparente observée le 3 juin, tous les PDIs ont regagné leurs villages d'origine (cf. Ehtools OCHA 4350). Le 28 mai, le groupement Kisigari⁴ a accueilli environ 7,118 ménages (d'environ 35,592 personnes) en provenance de l'aire de santé de Kabaya⁵. Ces ménages se sont déplacés sur l'axe Rumangabo (EP PNVI) -Buvunga, Kalengera, Katala, Rubare. 70% de ces déplacés, soit 24,907 personnes (4,981 ménages), sont déjà retournés depuis le 3 juin dernier.

³ Localités /villages de Bisoko, Nyamagana-Nteranya, Kigarama, Mugina, Machazo situés sur l'axe Rugari-Kibumba) et la localité de Mugutwa (près de la paroisse de Rugari)

⁴ Zone de santé de Rutshuru

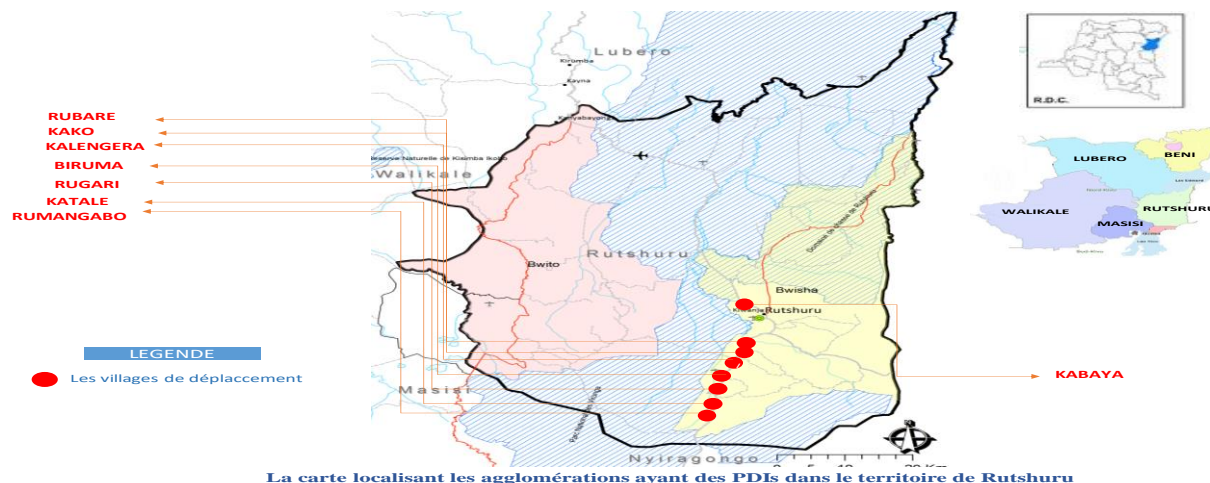
⁵ Constitué de villages Kabaya, Muzerero, Kazuba, Nkonke, zone de santé de Rwanguba

Actuellement, on estime à environ 2,135 ménages de 10, 677 individus qui restent encore dans les zones évaluées, soit 30% (Ehtools OCHA 4351). Le principal obstacle au retour de ces déplacés est la sécurité qui n'est pas encore rétablie dans leurs villages d'origine.

Du 8 au 13 juin, une évaluation rapide multisectorielle a été effectuée dans le groupement de Rugari et Kisigari dans le but de :

- Evaluer les besoins humanitaires urgents dans les zones d'accueil et de retours.
- Analyser les capacités existantes et ressortir les gaps.
- Comprendre les tendances de mouvement de populations et mettre à jour les statistiques y afférents.
- Faire une « analyse ne pas nuire ».

1.2 Approche méthodologique



Pour récolter les informations et les analyser, l'équipe de mission a recouru aux techniques suivantes :

- La consultation des rapports existants, tels que les rapports du monitoring de protection d'INTEROS (notes de mises à jour sur la situation de Rutshuru, crise M23), des alertes de l'ONG FEMISA, les Ehtools OCHA, etc.
- 21 entretiens individuels avec 26 informateurs clés constitués d'autorités administratives, médecins chefs de zones de santé et infirmiers titulaires de centres de santé, leaders communautaires, les représentants des PDI (centres collectifs et familles d'accueil), les acteurs humanitaires présents dans la zone. Ces entretiens ont été réalisés grâce au formulaire d'évaluation rapide protection du cluster protection.
- L'observation directe a permis de se rendre compte des conditions de logement des PDI.
- 6 groupes des discussions ont été organisés avec au maximum 8 participants par groupes.

1.3 Localisation et accessibilité

L'évaluation a été menée dans les groupements Rugari dans les agglomérations de Kakomero, Nyamagana-Nteranya, Kigarama, Rwaswa, Machazo et Kisigari dans les agglomérations Buvunga, Kalengera, Katale, Kabaya et Rubare. Ces villages se trouvent le long de la route Goma-Rutshuru, entre Rugari centre et Rubare.

II. PRESENTATION DE LA ZONE D'EVALUATION

2.1. Situation sécuritaire

Deux groupes armés mènent des activités dans les groupements Kisigari et Rugari. Ces acteurs armés seraient à l'origine des violations contre les droits des civils et de la détérioration de la situation de protection et sécuritaire dans ces entités. Certaines zones évaluées ont été affectées par les affrontements, notamment à Rumangabo, Kanombe, Kabaya, Biruma et Katala. La présence des groupes armés est toujours signalée à Bikenge⁶. Le risque d'es affrontement reste très élevé dans cette zone à cause de cette présence des groupes armés qui combattent les FARDC. Le 10 juin, des obus en provenance de la ligne de front sont tombés aux environs de Kabaya et à Biruma. Une école secondaire a été détruite et deux enfants ont été tués par ces obus et un autre blessé par les éclats. Ce dernier a été admis au CS Kalengera pour des soins. Cependant, la population craint la propagation des risques de la crise actuelle de Jomba jusque dans leurs entités.

2.2. Mouvements de la population

La situation sécuritaire et de protection des civils dans les zones de déplacement et de retour restent encore fragile à la suite des menaces des affrontements. Les déplacements des populations dans les zones de Kisigari et Rugari présentent un répétitifs. On y observe les mouvements de retours et des déplacements quelques fois préventifs.

Statistiques mouvement de populations ERM à Kisigari et Rugari					
Groupement	Localite/Site/Quartier	Ménages PDI	Ménages Retournés	Total Individus	Observation
Rugari	Machazo	0	600	3 000	
	Rwaza	0	409	2 045	
	Kakomero	0	340	1 700	
	Nyeesi	0	600	3 000	
	Ngugo	0	600	3 000	
	Mukepfu	0	350	1 750	
	Ruhanga	0	400	2 000	
	Ndondi	0	400	2 000	
	Butaka	0	250	1 250	
Kisigari	Kabaya	235	4 110	21 725	
	Rumangabo	670	0	3 350	
	EP PNVI Rumangabo	225	0	1 125	
	Buvunga	50	0	250	
	Katala	30	0	150	
	Biruma	114	230	1 680	
	Kalengera	160	75	1 175	
	Kako	66	0	330	

⁶ Groupement Kisigari

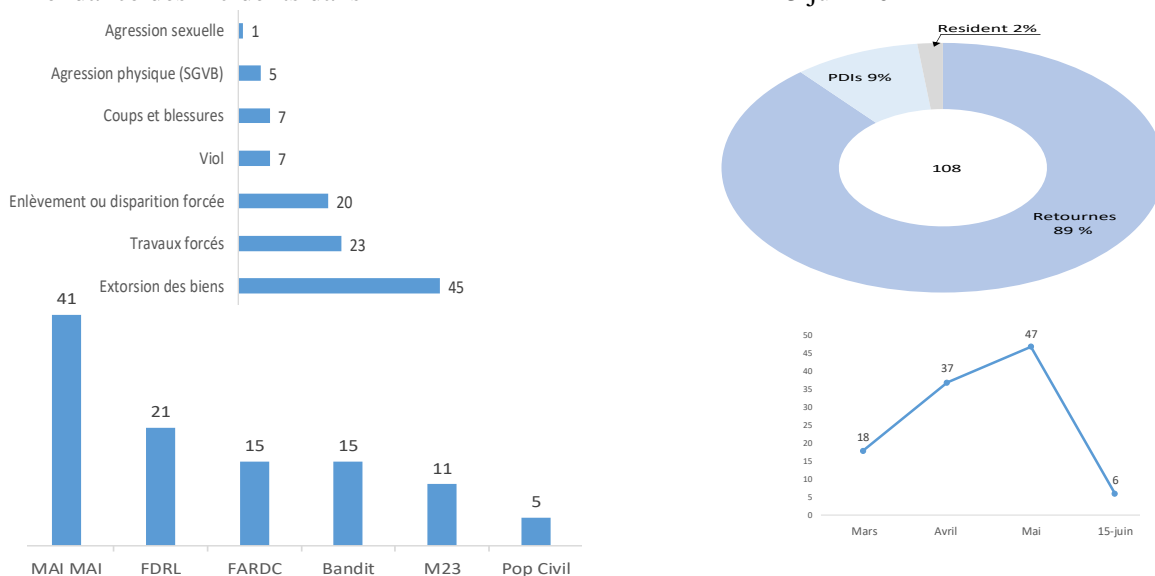
	Rubare	245	0	1 225	
Total des PDI et Retournés Rutshuru		1 795	8 364	50 755	

Sources : Les chefs des groupements et villages.

III. SITUATION DE PROTECTION

3.1 Tendances des violations des droits humains

Tendance des incidents dans les zones d'évaluation de mars au 13 juin 2022



Les violations les plus commises par les civils sont les extorsions de biens (45 cas). Les principaux auteurs sont les membres des groupes armés dans ces zones. Le pic est au mois de mai, avec 47 cas des incidents de protection. Cette augmentation serait liée aux affrontements qui se sont étendus dans ces zones, notamment à Rumangabo, Nyundo et Bikenge, le 28 mai.

3.2 Violences sexuelles et basées sur le genre

Dans les villages ayant fait objet d'évaluation, 4 structures de prises en charge médicales des survivantes sont disponibles, C.S de Reference de Rugari et C.S de Kakomero⁷, C.S de Kabaya et C.S de Biruma⁸, en zone de santé de Rwanguba. Les kits PEP sont disponibles dans ces structures, approvisionnés par leurs bureaux des zones de santé.

Depuis février, plusieurs cas d'attentions pour viols ont été dénombrés dans la zone et toutes ces survivantes avaient reçu les soins appropriés dans le délai requis. Ces zones connaissent un défi dans la dénonciation des cas par les survivantes et de faibles taux de fréquentations des structures sanitaires. Les présumés auteurs de plupart des cas sont des membres des groupes armés actifs dans la zone.

Les femmes et filles sont exposées aux viols pendant la recherche du charbon dans ces zones. Les auteurs menacent de représailles les survivantes en cas de dénonciation, par crainte de représailles de la part des présumés auteurs. 9 survivantes sur 10 qui s'orientent vers les structures de prises en charges médicales sont des mineures. Les survivantes, lorsqu'elles sont des femmes mariées, craignent parfois d'être

⁷ Zone de santé de Rutshuru

⁸ Zone de santé de Rwanguba

répudiées par leurs maris. Cette problématique est l'un des facteurs qui rend difficile l'orientation des survivantes, surtout les femmes, vers les structures des prises en charges.

Acteurs de prise en charge

La zone d'évaluation (Rugari et Kisigari) connaît une faible présence d'acteurs spécialisés en VBG. A part l'approvisionnement en Kit PEP par les bureaux des zones de santé de Rutshuru et Rwanguba, aucun acteur ne s'est positionné pour la prise en charge. La connaissance sur les VGB par les survivantes est faible. On note un défi dans la prise en charge holistique des survivantes (absence de la prise en psychosociale, juridique et psychosociale)

3.3. Protection de L'Enfant

La crise M23 affecte les enfants dans les Kisigari et Rugari. Lors de déplacements à répétition, 11 enfants en besoins protection ont été accueillis à Rugari. Il s'agit de 4 ENA, dont une fille, 7 ES, dont 5 filles. Ces enfants ont bénéficié de l'accompagnement de l'organisation UPEDECO. Les 5 enfants avaient été réunifiés par cette organisation.

3.4. Cohabitation pacifique

Dans les zones évaluées, on note certains cas de conflits entre PDI et résidents suite aux vols de vivres dans les champs des résidents par les PDI. Les déplacements à répétition aggravent la vulnérabilité des PDI. Les vols de vivres sont devenus des stratégies courantes pour la survie de certains PDI dans ces zones. Cette situation risque de détériorer la cohabitation entre les PDI et les communautés d'accueil si le séjour dans les zones de déplacement perdure. Le 26 mai, 9 femmes PDI ont été tabassées par les résidents à la suite de vols de vivres à Kalengera. Cette situation est davantage observée à Kalengera, Kako, Buvunga et Rumangabo. Le besoin d'une intervention en vivres se fait sentir également dans ces zones d'accueil et de retour.

3.5. Lutte Anti-Mines (LAM)

Dans le groupement Kisigari (à Kabaya), on observe une prolifération de restes explosifs des guerres (REG) depuis les affrontements dans ces zones. Un homme IDP retourné qui était dans son champ à la recherche des produits agricoles, a été grièvement blessé par l'explosion d'un REG le 03 juin aux environs de 15 heures à Kamira⁹. La victime a marché sur un REG. Grièvement blessée, elle a été dépêchée à l'HGR de Rwanguba pour la prise en charge médicale appropriée. Un autre incident ayant trait au REG a été signalé à Rwaza¹⁰ vers 7 heures du matin dans le groupement Rugari le 2 juin. Un homme retourné qui était en train de faire paître ses vaches a marché sur un REG. Celui-ci a explosé et il est mort sur le coup.

On note la présence d'autres engins explosifs dans la même zone. Deux engins explosifs de guerre ont été signalés à Kabaya¹¹ à quelques 100 mètres de centre de santé de Kabaya. Un autre REG a été signalé à quelques 50 mètres du bureau de chef de groupement de Kisigari et deux autres engins dans le terrain de l'EP Camp FAC. D'autres REGs auraient été signalés sur le tronçon Kabaya-Gatera-Katale/groupement Kisigari. Notons que les militaires FARDC, ont placé des signalisations aux endroits où il est signalé des REG pour prévenir les éventuels dangers à la population civile. Cette situation expose les populations retournées aux accidents des REG.

⁹ Village situé à environ 35 km au sud-est de Ruthuru-centre, localité Gikoro, groupement Jomba, chefferie Bwisha dans la zone de santé de Rwanguba.

¹⁰ Village situé à environ 50 km au sud-est de Ruthuru-centre, localité Bisoko, groupement Rugari, chefferie Bwisha dans la zone de santé de Rutshuru.

¹¹ Village situé à environ 39 km au sud-est de Rutshuru centre, localité Kabaya, groupement Kisigari, chefferie de Bwisha dans la zone de santé de Rwanguba.

4 BESOINS PRELIMINAIRES MULTISECORIELS.

L'équipe en mission n'était pas constituée des experts dans les différents secteurs (éducation, santé, Abris, sécurité alimentaire et LAM). Néanmoins, les besoins primaires dans ces secteurs ont été relevés.

4.1 Education



Depuis le 28 mars, les activités du secteur éducatif ont été perturbées e par les affrontements récurrents dans le Jomba, Rugari et Kisigari. Certaines écoles dans les zones de déplacement ont été occupées par les déplacés. Il s'agit de l'E.P Kitarama de Kalengera, EP de Kabisoko de Rugari centre et Institut Mahano de Rugari. Selon les responsables de ces écoles, un nombre important de pupitres et autres matériels scolaires ont été détruits par ces déplacés. Pour l'EP Kitarama : 9 pupitres cassées, 6 bancs fixes cassés, 4 cartes géographiques déchirées, 3 livres perdus et 2 dispositifs lave mains endommagées. Pour l'EP Kabisoko, on y enregistre 26 pupitres, 6 cadenas, et plusieurs matériels didactiques détruits par les PDI et leurs dépendants dans ces salles de classes¹². Pour l'Institut Mahano : 50 pupitres, 25 vitres, 5 portes de toilettes et 5 tableaux ont été détruits.

Les tirs des obus allégués aux présumés M23, dans les zones occupées par les civils ont détruit l'Institut Kanyagongo à Katala. Deux écoles dans la localité Kanombe ont été endommagées par les obus. Il s'agit de l'E.P Kanombe et l'Institut Kalabu.

4.2 Santé et Nutrition

La crise M23 a affecté aussi le secteur santé. Les zones évaluées ont quatre structures sanitaires notamment C.S Kakomero, C.S.R de Rugari (à Rugari) et C.S de Biruma et C.S de Kabaya. Les soins sont payants dans ces structures de santé. On enregistre des cas de malades qui s'évadent, faute de pouvoir s'acquitter de leur facture, surtout les PDI et retournés. Cette situation serait liée aux vulnérabilités des PDI et retournés dans les zones d'accueil et de retour. Par exemple, pour le mois de mai, 45 malades sont partis sans payer de la C.S de Rubare. La majorité de ces malades seraient des PDI en difficultés pour payer les factures. La fréquentation de cette structure était à 35% avant la crise M23. Lors de la crise, on note une fréquentation de 20% (baisse de 15 points). Le taux de recouvrement varie entre 80 et 90% avant la crise. Depuis avril, le taux de recouvrement est de 70% à 69%. Les structures médicales dans ces zones ont les mêmes tendances de recouvrement.

Tous les responsables des structures visitées ont exprimé les besoins en appui en médicaments. Les cas de malnutrition sont accueillis dans ces structures. CARITAS/PAM approvisionne les C.S. Rugari et

¹² Source : directeur de l'école.

Kakomero en CSB. ULB appuie ces deux structures en intrants pour UNTA. Les autres structures, notamment C.S Kabaya et Biruma ne sont pas appuyées. Ces structures expriment les mêmes besoins. Selon l’infirmier titulaire du C.S Biruma, la structure reçoit au moins 8 à 10 cas des enfants mal nourris par mois.

4.3 Sécurité alimentaire

Les retournés et les PDI accèdent difficilement à la nourriture. Pour la survie, plusieurs retournés, surtout les femmes, font du commerce de charbon. Elles s’approvisionnent de charbon dans les zones occupées par les groupes armés le parc national de Virunga. Ces femmes courent le risque d’agressions sexuelles.

Le groupement Kisigari est en période de récoltes. 109 champs des retournés ont été exploités par les acteurs armés (présumés M23). 69 vaches ont été emportées par les mêmes acteurs après les affrontements de Rumangabo du 27 mai. Ces ménages victimes de ces événements ont des difficultés d’accès aux vivres.

4.4 Abris/AMES

A Rumangabo, au moins 255 ménages restent encore dans les salles de classe de l’école primaire PNVi. Ils sont obligés de sortir leurs bagages au moment des cours. Ces PDI sont venus majoritairement des villages où il y a encore la présence des présumés M23 notamment à Nyundo, Nyesisi. La majorité des déplacés sont dans des familles d’accueils. Selon les autorités locales, les biens dans 374 ménages de l’agglomération Kabaya, ont été pillés par les présumés M23 lors des affrontements du 27 mai à Rumangabo. Ces ménages expriment des besoins en AMES.

4.5 WASH

L’agglomération des Rugari centre est approvisionné par deux tuyaux venant respectivement de Kamira et Giwera. Cette adduction d’eau a été réalisée par CARITAS. Selon les autorités locales, les présumés M23 avaient coupé la tuyauterie de la source Giwera au mois de mai. L’agglomération est alimentée par une seule source alors que la demande a augmenté avec l’arrivée des PDI dans la zone. Cette situation occasionne de longues files d’attente sur les points de puisage. Avant les affrontements dans la zone, l’eau était suffisante pour la population. Cette situation risque d’affecter la cohabitation entre les deux communautés (résidents et PDI).

A Kabaya, un bidon d’eau est acheté entre 100FC et 200Fc. La zone est approvisionnée en eau par pompage. Les ménages n’ont pas la possibilité de payer ce prix. Ils puisent l’eau depuis une source non aménagée, à environ 5 kms. Certains incidents de protection se produisent quelques fois sur cette route. Ces usagers courent le risque des violations sur cette route surtout le viol.

V. ANALYSE « NE PAS NUIRE »

Les autorités locales auraient besoin d’un appui dans leur profilage et la gestion des chiffres comptabilisés des PDI. Dans la zone, il y a absence de comités de PDI. L’inclusion des PDI dans leur enregistrement est nécessaire pour bien identifier leurs besoins par les autorités et les autres acteurs. En raison de cette absence de comités de PDI, les autorités locales connaissent partiellement les besoins des PDI. Avant toute assistance dans ces zones, les comités des PDI devraient être installés (groupements Rugari et Kisigari) pour l’implication des bénéficiaires au processus d’assistance. Ces groupements sont devenus des zones d’accueil et de retour.

SUGGESTIONS D' ACTIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs	Niveau
Sécurité alimentaire	Assister en vivres 1795 ménages de 10410 individus des PDI à Kisigari et 4340 ménages de 21700 personnes retournées de Kabaya, Rugari (villages Machazo, Rwaza et Kakomero)	Cluster Sécurité Alimentaire	urgent
Abris/AMES	Construire un hangar pour libérer les salles de classe de l'E.P PNVi à Rumangabo.	HCR	Urgent
	Mobiliser les acteurs pour l'assistance en AMES en faveurs des 1795 ménages des PDI et 374 ménages de Kabaya victimes des pillages.	Cluster abris/AMES	Urgent
VBG	Mobiliser les acteurs en vue du renforcement de la prévention de VBG et l'assistance holistique des survivantes dans la région, y compris la sensibilisation communautaire.	Sous cluster VBG	Dès que possible
LAM	Plaider auprès d'UNMAS ou SYLAM pour une mission d'exploration, détection et nettoyage des REG dans les villages de groupement Kisigari/Kabaya, Katale, zones post-conflit armé.	Cluster Protection/GTLAM	Urgent
Protection	Former les comités des PDI dans le groupement Kisigari et Rugari pour une inclusion, zones d'accueil pour la crise M23.	Chef de groupement, acteurs de protection	Dès que possible
	Impliquer les comités des PDI dans l'enregistrement des bénéficiaires pour toute assistance dans le groupement Kisigari et Rugari.	Tous les acteurs de réponses	Dès que possible
Santé	Mobiliser les acteurs santé pour l'appui en médicaments aux centres de santé Kakomero, C.S de Rugari, Kabaya et Biruma.	Cluster santé et autres acteurs	Urgent
Education	Mobiliser les acteurs pour la reconstruction de l'institut Kanyagongo à Katale, détruit par un obus.	Cluster éducation et Division de l'EPSP Rutshuru	Dès que possible